

Rapport d'activité CGT Educ'action 92 2017-2022

Notre dernier congrès s'était tenu dans l'entre-deux tours des élections présidentielles de 2017. Nous n'avions alors pas donné de consignes de votes mais nous avons souligné notre volonté de ne pas voir Le Pen et le RN arriver au pouvoir.

Cette élection a vu - comme il peut y en avoir dans l'histoire de ce pays - un homme seul arriver au pouvoir, un aventurier politique soi-disant en dehors des partis et des clivages politiques, soi-disant en dehors du système, alors même qu'il sert au quotidien les intérêts du capital. Disposant d'un ego surgonflé et méprisant les organisations syndicales, les salarié-es et les pauvres, il a mis en place une politique classique de droite libérale ajoutant par son mépris des règles collectives une sérieuse tendance à l'autoritarisme, sa parole servant de ligne politique relayée par quelques médiocres passés à son service.

Pour certains, la notion de revanche et de mise au pas a été une pratique quotidienne c'est le cas de notre ministre Jean-Michel Blanquer, ministre autoritaire et réactionnaire, amplifiant le tri et la sélection des élèves tout en renforçant le contrôle hiérarchique.

De manière générale, notre syndicat a été très impacté par l'épidémie de Covid 19 et les contraintes qu'a imposées l'Etat. C'est visible au niveau de l'évolution des adhérent-es.

Années	2017	2018	2019	2020	2021
Adhérent-es actif-ves	426	454	472	449	469
Adhérent-es retraité-es	23	26	23	33	32
Total	449	480	495	482	501
Progression	+0,2%	+6,6%	+4%	-4,9%	+4,5%

1^{ère} partie : La lutte au cœur de l'activité du syndicat

Le fil conducteur de l'activité de lutte durant cette période a été la lutte contre la politique générale des gouvernements Philippe puis Castex et celle de Blanquer dans notre secteur.

Cette période a été marquée par une répression dès les premières manifestations.

Le mouvement des Gilets Jaunes

Très vite dans le quinquennat, la politique de Macron, dans la lignée des gouvernements précédents, a conduit à des mouvements de protestation et de colère. L'ampleur du mouvement a été manifeste et son caractère protéiforme.

Le syndicat n'a eu aucun contact dans le 92 avec ce mouvement. Il a été difficile de faire converger les mobilisations du fait de la différence de nature des mobilisations mais aussi, parfois, des revendications.

Cela peut nous interroger sur la question de notre attractivité pour les Gilets Jaunes [ou stylos rouges dans notre secteur (mais qui sont peu présents dans le 92)]. Sans remettre en cause la grève comme moyen d'action central, cela nous a amené-es à nous questionner sur nos pratiques pendant les journées d'action.

Nous n'avons pas pu convaincre que l'organisation du syndicat était celle qui permettait de mener les luttes par la grève.

Le fait de ne pas remporter de victoires d'ampleur depuis longtemps est aussi un facteur explicatif. La lutte contre la réforme des retraites aurait pu permettre enfin cette victoire mais l'épidémie de Covid ne nous permet pas de le savoir.

Réforme des retraites : dans la grève de décembre 2019 à février 2020

La mobilisation contre la réforme des retraites a été historique par son ampleur et par sa durée. La CGT Educ'action 92 s'y était préparée : elle s'est transformée en un syndicat de militant-es de la grève dès le CSD de fin novembre 2019. Le syndicat et ses militant-es étaient prêt-es à se lancer dans la lutte, en vertu des statuts comme des objectifs affirmés lors des précédents congrès.

Dès le début, le syndicat a participé aux AG interpro, notamment l'AG départementale. Malgré une volonté de certains groupes politiques de prendre le contrôle de cette AG et des actions, le syndicat n'a pas déserté ces lieux de débats, faisant entendre une voix différente, celle d'une organisation collective qui applique les décisions prises en AG de manière démocratique. Progressivement, cette AG a perdu de sa force, c'est un regret car elle avait (au nord du département) contribué aux actions (blocage des dépôts de bus) et à l'extension de la grève.

D'autres AG ont eu lieu dans le département (Bagneux, Boulogne, Montrouge) qui ont permis de faire le lien entre enseignant-es et les autres salarié-es, territoriaux notamment, avec aussi des actions (manif devant la mairie de Boulogne, manifs à Malakoff, Bagneux, Nanterre, Gennevilliers...). En réalité le syndicat a accompagné partout les actions encourageant les différents types de mobilisation. Pour autant, il a été difficile d'avoir des regroupements départementaux, y compris dans notre secteur où en plus de la réforme des retraites la politique de Blanquer et le mépris affiché a conduit de nombreux établissements à se mobiliser. Nous avons eu aussi du mal à médiatiser nos actions.

Nous avons participé aux manifestations régionales et appelé fortement à la grève, bien suivie dans notre secteur.

Si l'issue de cette lutte en l'absence de l'épidémie de Covid était incertaine, celle-ci a quoi qu'il en soit permis d'accroître considérablement l'hostilité de la population

envers une réforme réduisant les droits des retraité-es et des salarié-es.

La crise sanitaire

La crise liée au Covid-19 a profondément impacté la vie quotidienne et a mis en lumière l'autoritarisme du gouvernement et notamment la pratique très personnelle du pouvoir de Macron. Les pratiques du syndicat et de ses militante-es ont été touchées.

A partir de mars 2020, jouant sur les peurs, Macron a multiplié les décisions autoritaires et liberticides dans le cadre de la lutte contre l'épidémie : loi d'urgence, conseils de défense, couvre-feu divers et variés, confinement pur et dur. La population de ce pays s'est retrouvée contrainte et enfermée. Les médias ont largement contribué à ce climat anxigène, relayant des paroles « scientifiques » contradictoires. Le vocabulaire ainsi que les mesures prises sont issus du champ militaire, mettant le pays en guerre, demandant une union sacrée et plaçant ainsi les gens dans une acceptation forcée de la politique menée.

Le syndicat n'a cessé de réclamer une gestion sanitaire de l'épidémie, qui considère les individus comme des victimes de celle-ci et non des responsables. Un homme seul, selon ses humeurs, décide de ce qui doit arriver à plus de 65 millions de personnes, n'hésitant pas à les priver des libertés élémentaires, soutenu par un gouvernement et des députés aux ordres. Il y aurait beaucoup à dire sur l'absence de gestion réellement sanitaire (absences de masques, fermetures de lits d'hôpitaux, etc.). Ce qui a primé ce n'est pas de parler à une population adulte mais l'infantilisation, le contrôle, les politiques d'exception.

On a du mal à croire que cette politique cessera avec la fin à venir de l'épidémie. Les textes sur les lois de sécurité globale ont d'ailleurs suscité des manifestations auxquelles la CGT Educ 92 a appelé et participé.

Pendant la crise sanitaire, l'école a été un terrain d'expérimentation. Le fil directeur a été pour le ministère de maintenir les établissements ouverts tout en multipliant les plans sanitaires venus d'en haut et laissant les personnels se débrouiller pour faire appliquer des textes, ce qui s'est souvent avéré très difficile.

Le recours à la visio a été mis en avant durant le 1^{er} confinement et il est apparu que ce type d'enseignement à distance était à la fois inégalitaire mais surtout assez inutile. L'école, ça se fait à l'école. Le ministère a dû s'en rendre compte car il est moins à l'offensive sur ce sujet mais il tente de le maintenir pour continuer à faire des économies (notamment pour les formations) et à s'asseoir sur la démocratie (maintien des réunions en visio pour certaines instances avec l'administration).

Cette période de crise pour l'école aura été marquée par le même mépris de Blanquer qui a continué à faire appliquer ses réformes pourtant rejetées, à décider seul et à supprimer des postes. Aucune attention particulière n'aura été apportée aux personnels ni aux élèves. Ce n'est que face à la mobilisation des personnels, allant jusqu'à la

grève, que le ministère a permis l'application des demi-jauges dans les lycées.

Le syndicat a continué de fonctionner d'abord avec des réunions en visio (1^{er} confinement) puis très rapidement en présentiel pour les réunions de bureaux et les conseils syndicaux départementaux (avec le respect de règles sanitaires). Il est apparu très important de se voir. De fait, le congrès a dû être repoussé plusieurs fois en raison de l'impossibilité de le tenir démocratiquement et dans un cadre convivial, à cause du couvre-feu ou des jauges.

Les luttes dans l'éducation

À chaque fois, nous avons essayé dans la construction des luttes d'associer le temps des actions, des AG à celui des manifestations.

La réforme de la voie professionnelle

Nous avons été force motrice lors de la bagarre contre la réforme de la voie pro que ce soit en termes de participation à la grève, aux manifestations et aux AG dont nous avons été les animateur-trices. Nous avons aussi participé à la création d'un collectif de défense des LP. Malheureusement cette mobilisation n'a pas permis de gagner compte tenu des inégalités de mobilisation en France et de la position du SNETaa FO.

La loi Blanquer au printemps 2019

Nous avons appelé à la grève contre la loi Blanquer, notamment sur l'article 1 qui restreignait les libertés et sur la question des directeurs et directrices qui devenaient des supérieur-es hiérarchiques.

Sur ce dernier point, la loi Blanquer était supposée être une réponse au profond malaise que la collègue du 93 Christine Renon soulevait avant son suicide. Même si des groupes de travail ont été mis en place, cette loi ne pouvait être une réponse digne aux questions posées par la collègue. Cette mobilisation a surtout été investie par les collègues du 1^{er} degré et a permis de suspendre pour un temps la question du statut des directeurs et directrices et une réécriture partielle de l'article 1.

La grève des examens (juin 2019)

Même si nous n'étions pas persuadé-es de sa réussite, croyant à un énième mouvement du mois de juin toujours annoncé et jamais réalisé, cette fois le mouvement a été long et puissant en Île-de-France et dans le 92. Les AG rassemblaient de nombreux-ses correcteur-trices grévistes mais au final les copies ont été rendues.

La réforme du lycée et les E3C (2019-2020)

Le manque de mobilisation l'année précédente contre la réforme n'a pas permis de bloquer sa mise en œuvre en 2019-2020.

La mobilisation contre les E3C a donné lieu à des actions dans de très nombreux lycées (Joliot Curie Nanterre, Prévert Boulogne, Maupassant Colombes, Renoir Asnières) allant jusqu'à la grève.

Malgré l'opposition très forte suscitée par la remise en cause du baccalauréat, au Blanquer aura supprimé les E3C pour les remplacer par le contrôle continu, profitant de

l'épidémie pour réaliser ce qui était en fait sa volonté première, mettant ainsi la dernière main à une réforme profondément inégalitaire

L'assassinat de Samuel Paty

Nous avons été marqué-es au plus profond de nos êtres comme humains, enseignant-es et syndicalistes par le meurtre abject de notre collègue Samuel Paty en octobre 2020.

Refusant les amalgames, nous avons voulu saluer sa mémoire dans la dignité. Le ministère, lui, a refusé de banaliser deux heures pour que les hommages soient préparés collectivement, montrant ainsi une fois de plus le mépris par lequel Blanquer considère les personnels de l'Education nationale.

2^{ème} partie : Vie et organisation du syndicat

Dans les locaux, le niveau d'équipement informatique est maximum compte-tenu de la surface (malgré une connexion internet inadaptée et souvent défaillante) mais reste limitant si le Bureau est au complet. Pour cela, nous avons investi un bureau supplémentaire (pour le 1^{er} degré) mais qui ne règle pas tous les problèmes. Nous avons envisagé un étalement des permanences qui n'a pas pu être vraiment mis en place.

Au regard de l'augmentation du travail syndical, le travail du Bureau a dû continuer de s'adapter. Une polyvalence des tâches s'est développée pour fluidifier le travail. Le point particulier de la trésorerie reste à la charge du trésorier et de l'adjoint-e sous le contrôle du Bureau et de la Commission Financière de Contrôle.

Nous avons décidé d'enrichir le bureau d'un secteur lycée général et d'un secteur collègue. Pour le premier c'est fait, le second reste à construire.

Le Bureau départemental se réunit le vendredi dans les locaux de Nanterre. C'est l'occasion de discuter du travail syndical en cours. Il a fait l'objet d'un compte-rendu pour le suivi et l'archivage.

Nous avons alterné CSD et Commissions exécutives élargies même si les participant-es sont quasi les mêmes. Même durant les confinements, couvre-feux et autres contraintes étatiques, le fonctionnement démocratique et collectif du syndicat ne s'est jamais arrêté.

En cours de mandat, un deuxième secrétaire général a été élu pour préparer la dernière année du mandat prévu, prolongé de deux ans en raison de l'épidémie de covid.

Egalité femmes-hommes : une priorité du syndicat

Nous avons continué à faire de la recherche des candidatures féminines un préalable à toutes les réflexions en ce qui concerne nos représentations que ce soit dans nos instances (bureau, délégation au congrès académique...) ou auprès de l'administration (comités techniques, etc.).

Conformément aux engagements du précédent congrès nous avons transmis du matériel sur l'égalité femmes-

hommes, sur la question des violences sexistes et sexuelles au travail (questionnaire), invitation aux réunions nationales, relais et participations aux manifs (8 mars, journée de lutte contre les violences faites aux femmes...).

Nous avons contribué fortement à la création d'une Collective au sein de notre union académique, le passage du texte académique ayant été largement retravaillé par les camarades femmes de la CGT Educ'action 92 qui participent à l'animation de la Collective académique.

Plusieurs camarades s'investissent régulièrement dans les réunions de la Collective nationale et/ou académique, espaces d'échanges et de construction.

La formation syndicale, une relance en partie réussie

Il s'agissait de relancer une activité qui a été en net retrait lors du mandat précédent. Nous avons proposé de mettre en place deux formations générales :

- **Une formation d'accueil : découvrir le syndicat** pour tous les syndiqué-es (plusieurs ont eu lieu durant le mandat). Elle consiste le matin en une présentation du syndicat, son fonctionnement et une histoire rapide du syndicalisme tandis que l'après-midi est consacré au rôle du syndicat au niveau de l'école ou de l'établissement (défenses individuelles, action collective dans un établissement ou une école), lien avec le syndicat départemental (audience, grèves etc.).

- **Une formation sur le fonctionnement des écoles et des établissements.** C'est une formation qui s'adresse aux secrétaires de sections et de ville. C'est ce que nous avons fait en juin 2021 avec le matin la présentation du rôle de secrétaire de section et l'après-midi des points spécifiques sur le fonctionnement des écoles et établissements.

Nous avons prévu d'intégrer à notre plan de formation un module « Comment mener une lutte », c'est ce qui a été fait juste avant le déclenchement de la grande grève de décembre 2019 - février 2020.

Contrairement à ce que nous avons prévu nous n'avons pas pu proposer de formation spécifique intergénérationnelle sur la place des retraité-es et des futur-es retraité-es dans notre organisation.

Même avant la fin de la période marquée par le covid qui a été compliquée pour la tenue des formations, nous avons été en difficulté pour faire le lien avec les formations interpro de l'UD 92 et des Unions Locales.

L'activité formation qui demande du temps et qui a été mise en difficulté par la crise sanitaire s'est donc en partie redressée mais les efforts vont devoir être poursuivis pour pérenniser le plan de formation et le rendre encore plus accessible.

Communication

Trois camarades sont chargé-es des tâches de communication au sein du bureau.

Nous avons maintenu le rythme de parution du journal papier en développant son envoi aux sections. Nous avons accentué la présence en ligne du syndicat. La page Facebook a été tenue à jour et le site entièrement remis à neuf et modernisé.

Par contre l'idée d'une actualité « en situation » via Twitter (afin de donner un meilleur aperçu du travail de terrain) n'a pas été mise en œuvre.

La communication externe notamment en direction des médias est restée quasi inexistante, dû à des déficits de contacts mais peut être aussi à un manque de réflexe.

Activités des élu-es et défense individuelle

Suite aux élections de 2018, le SDEN 92 compte une élue premier degré à la CAP départementale, deux élus paritaires du corps des PLP et une élue certifiée au niveau académique et un élu national PLP.

En complément des activités directement liées à leur mandat d'élu-es paritaires, ils et elles accompagnent aussi les collègues qui connaissent des difficultés ou qui ont des demandes d'informations en répondant aux questions posées par mail ou par téléphone, en étant à leurs côtés lors des convocations de leur hiérarchie. Par ailleurs, ils et elles animent, comme d'autres membres du Bureau, des Réunions d'Information Syndicale (RIS) ou des Heures d'Information Syndicale (HIS) dans les écoles et établissements.

Du fait des progrès de la syndicalisation, ils et elles ont eu à faire face à une diversification de plus en plus grande du statut des personnels, investissant par exemple les problématiques des personnels administratifs voire de service.

Le mandat passé a été marqué par la mise en place de la loi de la Transformation de la Fonction Publique ce qui change fondamentalement le rôle des syndicats dans le suivi de la carrière des personnels. Cela a entraîné une modification du travail des élu-es qui s'est réduit mais a été compensé par davantage de défense individuelle.

Notre activité dans le premier degré

La période a été marquée par une progression forte des adhérent-es dans le premier degré même si on note un ralentissement aujourd'hui lié au covid et au départ de deux camarades en charge de l'animation du secteur (retraite et mutation).

Un des objectifs du mandat était de se développer en dehors de notre seule vraie section de ville (Gennevilliers), en particulier dans le sud du département et à Nanterre. Cet objectif n'a pas été rempli malgré l'implication dans la lutte contre la réforme des retraites et malgré l'organisation de RIS spécifiques à ces territoires.

Nous organisons régulièrement des RIS avec nos camarades de SUD. Ces réunions ont le plus souvent un rayonnement plus large que la commune où elles se tiennent. On note en fin de période une affluence assez faible qui semble caractéristique du secteur. Nous avons décidé de préparer les RIS par des visites d'écoles et

pas seulement par l'envoi de l'information mais ces visites sont difficiles à organiser compte tenu du temps disponible.

Nous avons mené un travail d'information régulier auprès des collègues en envoyant régulièrement des courriers aux écoles mais aussi par le biais d'une lettre électronique envoyée aux personnels des écoles chaque fois que l'actualité le nécessite.

Un travail commun lancé il y a une dizaine d'années a permis une véritable unité d'action et de réflexion avec les camarades de SUD Education. Seulement nous n'avons pas pu avancer sur la question de l'unification, objectif pour nous de ce travail commun. Nous avons continué à organiser des RIS en commun et nous avons présenté une liste commune aux élections de 2018. Cela nous a permis de conserver notre siège à la CAPD mais avec la loi de transformation de la fonction publique cette commission a perdu beaucoup de poids, ce qui rend le travail syndical plus compliqué.

L'activité dans les collèges et lycées GT

En appui sur les sections, nous avons poursuivi notre développement que ce soit dans les lycées avec des sections qui fonctionnent dans plusieurs lycées du département (Prévert à Boulogne, Renoir à Asnières, Joliot-Curie à Nanterre, Maupassant à Colombes). Nous avons aussi des syndiqué-es « isolé-es » mais en contact régulier avec le syndicat dans un nombre plus important de lycées (Ionesco à Issy, Galilée à Gennevilliers, Camus à Bois-Colombes, L'Agora à Puteaux, Monod à Clamart, Michel-Ange à Villeneuve-la-Garenne, Descartes à Antony, Langevin à Suresnes, S. Veil à Boulogne, Newton à Clichy, Lapie et Aubrac à Courbevoie, Marie Curie à Sceaux) ce qui nous permet d'avoir augmenté notre présence dans les lycées du département.

Le nombre de sections de collèges a continué de se développer même si les mutations de camarades mettent parfois fin à la présence CGT. Nous avons organisé plusieurs réunions spécifiques qui ont permis à la fois aux camarades de mieux se connaître mais aussi un échange fructueux sur les pratiques et la situation dans les collèges.

Au niveau du bureau, le secteur LGT est bien représenté, mais celui des collèges n'a pas pu l'être lors de ce mandat.

Les informations DGH, mesures de carte scolaire, budgets ainsi que les bilans de rentrée ont été transmis régulièrement et nous ont permis d'intervenir dans les comités techniques. Il est à noter que si nous avons augmenté le nombre de dossier à défendre, les réponses de l'administration sont restées négatives (quand il y avait des réponses) marquant ainsi la dégradation continue des relations entre notre organisation syndicale et l'administration.

Un certain nombre de luttes ont eu lieu notamment sur les dotations horaires et ont été plus ou moins couronnées de succès, la période étant difficile. Un certain nombre de sections en lycées se sont emparées de la réforme des lycées pour la contester, avec des mobilisations assez marquées mais pas suffisantes au moment des E3C.

Enseignement professionnel

Notre siège au Comité Technique Spécial Départemental a permis à notre syndicat d'être partie prenante dans les débats sur la DHG ou la carte des formations dans le département. Nous sommes le syndicat majoritaire dans le secteur et sommes présents dans tous les LP. Les sections sont nombreuses et communiquent bien avec le syndicat. La participation des PLP au bureau est importante et se renouvelle.

Nous avons soutenu les lycées en lutte contre leur direction comme au LP Painlevé de Courbevoie, lutte qui a permis aux personnels de sortir victorieux. La présence d'une section est un facteur de confiance pour mener la lutte. La coordination avec le SDEN est aussi nécessaire. C'est le type de fonctionnement que nous avons essayé au maximum de mettre en œuvre durant le mandat.

Nous n'avons pas réussi à obtenir la création de nouvelles formations durant ce mandat. Ni le patronat ni les autorités de l'Education nationale n'en ont envie, préférant défendre l'apprentissage que la CGT Educ'action 92 combat car il est socialement inégal et injuste. À l'inverse, la CGT a continué à défendre l'enseignement professionnel initial sous statut scolaire.

Il faut travailler à l'égalité des trois voies, préalable nécessaire au lycée unique que nous voulons.

Personnels ATSS

Depuis l'intégration de l'ex-SGPEN, nous sommes en difficulté pour syndiquer les personnels relevant de ce champ. Plusieurs éléments expliquent cette situation : peu de syndiqué-es à l'origine, diversité des champs dans lesquels nous ne sommes pas implanté-es... À part dans le secteur des administratifs, nous avons peu d'activité.

Un camarade du SDEN 92 participe à l'animation du collectif administratif au niveau académique. Des Heures d'informations syndicales ont été organisées à la DSDEN à plusieurs reprises même si les adhésions n'ont pas pour le moment suivi.

AESH

Malgré un investissement du bureau, des campagnes d'informations et de mobilisation, nous avons du mal à nous développer dans le secteur à l'inverse d'autres départements. Nous avons peu de contacts, le réseau des UL qui marchent dans d'autres départements pour mettre en lien les SDEN et les personnels ne fonctionne pas aussi bien.

GRETA

L'activité s'est poursuivie autour d'un camarade qui participe aussi au pôle national. Dans les élections propres au Greta, nous avons un élu. L'activité spécifique de ce secteur est suivie par le bureau avec la volonté de développer la CGT Educ'action qui dispose d'une audience auprès des personnels mais qui n'arrive pas encore à décoller en termes d'adhérent-es.

Elèves étrangers sans papiers, MIE, RESF

Le camarade du bureau en charge de ces questions est parti à la retraite mais continue d'assurer le lien avec RESF et le collectif de défense des MIE.

Durant la période la CGT Educ 92 a continué de relayer les appels de RESF, appelé à la mobilisation pour l'obtention de papiers pour les non-titulaires et les élèves. De manière globale, elle a poursuivi sa ligne : la défense des élèves sans papiers et la lutte contre les politiques qui visent régulièrement à rejeter et à stigmatiser les étranger-es et les immigré-es.

Les élections professionnelles de décembre 2018

Nous avons comme objectif de progresser aux élections professionnelles de 2018 avec en point de mire de passer la barre des 10 % au comité technique spécial départemental (CTSD). Nous avons rempli cet objectif avec une progression assez nette que ce soit au niveau départemental ou académique puisque les sièges en CTSD et CTA sont obtenus pour la troisième fois consécutives et pour la première fois en CHSCT-D 92.

Nous restons une fois encore l'organisation majoritaire chez les PLP dans l'académie et progressons nettement chez les certifié-es en conservant assez facilement notre siège. Une camarade du 92 est d'ailleurs élue comme suppléante. Chez les CPE malgré une modification des modalités de vote qui nous était défavorable nous maintenons aussi cette fois encore notre siège. De manière générale, nous progressons partout y compris au CTA.

Dans le premier degré, notre liste commune avec SUD a recueilli une fois encore la troisième place (derrière la FSU et FO mais devant l'Unsa) tout en maintenant notre siège à la CAPD. Malgré un tassement en pourcentage nous continuons à progresser en voix.

CHSCT

Grâce à nos bons résultats, nous avons pu siéger au CHSCT départemental. Un camarade est chargé de ces questions au sein du bureau et siège régulièrement. Cela nous a permis un travail intersyndical autour des questions de santé et de conditions de travail ainsi que des interventions directes sur la situation de plusieurs écoles/établissements.

L'intégration du syndicat CGT des personnels de l'enseignement privé (SNEIP)

Après beaucoup d'atermoiements, le syndicat CGT de l'enseignement privé a finalement choisi de rester autonome et de ne plus intégrer la CGT Educ'action nationale. Cette décision vient conforter ce que nous portions déjà, c'est-à-dire que sans un travail commun basé sur une revendication commune (nationalisation intégrale de l'enseignement privé sous contrat) il ne pouvait y avoir d'intégration réussie, ce que nous écrivions déjà dans notre précédent rapport d'activité.

Nos rapports avec l'union académique CGT Educ'action Versailles

Nous continuons de partager nos locaux avec la CGT Educ Versailles, ce qui permet de échanges directs avec les élu-es et la direction académique.

Nous nous sommes pleinement investi-es dans la préparation du congrès académique, contribuant avec d'autres à la mise en place d'un collectif de travail.

Nous avons participé régulièrement au bureau académique et avons pris toute notre place dans la préparation des élections de 2018.

Nos rapports avec l'union nationale CGT Educ'action

Nous avons accompagné la transition de notre union nationale avec l'élection d'un nouveau co-secrétaire général et d'une nouvelle co-secrétaire générale dans un congrès par visio. Nous avons amendé les quelques textes du dernier congrès et participé à la construction de la nouvelle commission exécutive où nous avons 3 élu-es.

Nous avons participé au collectif d'animation 1er degré durant le mandat précédent et essayons de participer le plus régulièrement possible aux différents pôles et collectifs.

Des rapports qui se sont intensifiés et renforcés avec l'interpro

L'épisode gréviste qui s'est déroulé de décembre 2019 à février 2020 a eu comme conséquence une coopération renforcée avec les autres secteurs professionnels que ce soit dans les assemblées générales de grévistes ou au sein de notre organisation syndicale, c'est le cas par exemple avec l'union locale de Nanterre.

Dans notre implication avec les **Unions Locales (UL)**, nous ne partions pas de nulle part puisque nous étions impliqués dans les collectifs de direction des unions locales de Malakoff, Nanterre ou Gennevilliers. La grève a permis de renforcer ses liens dans ses UL mais aussi dans de nouvelles (Bagneux, Boulogne, Issy, Colombes) notamment par l'organisation d'AG d'actions de manifestations (retraites aux flambeaux de Nanterre, Malakoff, Gennevilliers...).

Notre implication dans **l'union départementale (UD)** s'est aussi renforcée. Deux camarades ont participé successivement au bureau de l'UD. Nous avons tenu notre place dans le congrès et le comité général. Nous ne pouvons passer sous silence les difficultés de la vie démocratique dans notre union départementale qui fait que des problèmes de direction récurrents ont eu lieu. Nous avons essayé lors du comité général de prendre davantage de place dans le fonctionnement de la direction. Cela n'a pas été possible. Le comité général a été particulièrement préoccupant dans la manière de construire la direction et dans l'absence de réponses portées à nos nombreuses questions. La grève a permis cependant de resserrer les liens.

Suite à la démission de la secrétaire générale en juin 2021, un camarade du SDEN a été nommé co-secrétaire général, ce qui a permis de relancer l'activité de l'UD.

Nous avons pleinement participé au congrès de décembre 2021 en y envoyant 14 délégué-es. Ce congrès ne nous a pas rassuré-es sur les pratiques démocratiques mises en œuvre par la direction de l'UD. Alors qu'il aurait pu être l'occasion de mettre les choses au clair et de prendre des décisions portées collectivement, l'essentiel ne s'est pas joué en séance mais dans les couloirs. La façon dont notre camarade co-secrétaire général sortant a été écarté ne correspond pas à notre conception des pratiques démocratiques et de la camaraderie au sein d'une organisation syndicale.

Quatre camarades de notre syndicat, dont le secrétaire général, ont été élu-es à la nouvelle commission exécutive, ce qui traduit une nouvelle fois notre volonté de tenir notre place au sein de l'UD. Notons que notre syndicat est devenu, au cours du mandat écoulé, le premier syndicat de l'UD en nombre d'adhérent-es.